

SUIVI ET EVALUATION DES DISPOSITIFS D'EMPLOI ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE

NOTE DE PREPARATION DE L'ATELIER ORGANISE DANS LE CADRE DU PROGRAMME EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE DU CENTRE POUR L'INTEGRATION EN MEDITERRANEE (CMI)¹

1. ENJEUX DE L'ATELIER

La prévalence du chômage et de l'inactivité, surtout parmi les jeunes, est plus élevée dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) que dans les autres régions du monde. Pour faire face à ce défi, les gouvernements de la région MENA ont commencé, depuis plusieurs années, à mettre en place une multitude de programmes actifs d'emploi et de formation professionnelle (FP). Cependant, malgré ces efforts, l'impact de ces initiatives reste souvent limité ou n'est pas bien connu à cause de systèmes de suivi et évaluation (S&E) faibles ou inexistant.² En effet, des analyses basées sur l'Inventaire de l'Emploi des Jeunes³ ont montré que la région MENA est la région disposant du plus faible taux d'évaluations d'impact dans le monde entier.⁴

Ceci étant dit, le suivi et l'évaluation des politiques publiques dans le champ de la FP et de l'emploi a pris un essor considérable depuis quelques années en raison d'une demande croissante de résultats de la part des gouvernements, des institutions financières internationales, et des citoyens dans un contexte d'accroissement des contraintes budgétaires des Etats. En effet, une multitude de projets pilotes de promotion d'emploi dans la région sont aujourd'hui accompagnés de stratégies de S&E afin de pouvoir en tirer des leçons et informer les programmes actifs d'emploi à plus grande échelle. Cependant, la capacité des autorités impliquées dans le suivi et l'évaluation de ces projets est faible. En plus, il reste un travail important de sensibilisation à faire sur l'importance de systématiser les efforts de S&E des programmes d'emploi et de FP, ainsi que de renforcement de capacité sur la meilleure manière d'utiliser les résultats des évaluations pour mieux orienter la prise de décision de politique publique en la matière.

Dans ce contexte, et dans le cadre du Programme Emploi et Protection Sociale, la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AfD) organisent un atelier sur le suivi

¹ Le Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI) est une plateforme réunissant agences de développement, États, autorités locales et société civile de l'ensemble du pourtour méditerranéen dans le but d'échanger des connaissances, discuter des politiques publiques et identifier des solutions aux défis qui se posent dans la région. Les membres du CMI sont l'Égypte, la France, l'Italie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité Palestinienne, la Tunisie, la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), le Service Européen d'Action Extérieure (observateur), la Banque européenne d'investissement et le Groupe de la Banque mondiale.
www.cmimarseille.org

Le programme « [Emploi et Protection Sociale](#) » a pour objectif de promouvoir l'échange d'expériences et le renforcement des capacités des gouvernements de la région MENA dans le domaine de l'emploi et de la protection sociale.

² Voir par exemple Angel-Urdinola, Kuddo, Semlali (2012). *Public Employment Services and Active Labor Market Programs in the Middle East and North Africa*.

³ Youth Employment Inventory, <http://www.youth-employment-inventory.org/>

⁴ Betcherman et al (2007), *A review of interventions to support young workers*.

et l'évaluation des programmes d'emploi et de formation professionnelle pour les autorités concernées des pays membres du CMI.

2. OBJECTIFS DE L'ATELIER ET RESULTATS ATTENDUS

L'atelier a trois objectifs principaux :

- a. **Renforcement des capacités** en matière de S&E, notamment concernant la mise en place et gestion des systèmes de S&E ;
- b. **Sensibilisation** sur l'importance de bien suivre et évaluer les politiques publiques de FP et d'emploi;
- c. **Promotion de l'usage** des évaluations afin de mieux orienter la gestion des programmes et la prise de décision politique.

Les résultats attendus de cet atelier sont que les participants:

- Aient une bonne vue d'ensemble des différents outils de S&E, y compris leur forces et faiblesses, afin de les aider à choisir les outils les mieux adaptés au suivi et à l'évaluation de leur programmes ;
- Puisse identifier leurs besoins concrets en termes de S&E de leurs programmes et politiques en cours ou planifiés ;
- Aient une meilleure connaissance des expériences de S&E des autres pays de la région, y compris des défis majeurs et des bonnes pratiques ;
- Reconnaisse l'importance d'utiliser des outils S&E pour les dispositifs de formation professionnelle et d'emploi en cours ou planifiés, afin d'améliorer la conception et mise en œuvre des programmes et politiques concernées.

A la fin de l'atelier, il est attendu que tous les participants auront développés un plan d'action préliminaire comme point de départ pour affiner les mécanismes de S&E dans leur programme ou organisation respective, qui sera par la suite développé davantage en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux.

3. PUBLIC CIBLE

Le S&E est à la fois un choix technique et stratégique, qui permet d'améliorer l'efficacité d'un programme en cours ou planifié ainsi que d'informer des décisions politiques et programmatiques à plus grande échelle. Or, l'atelier s'adresse aux représentants des institutions publiques dans les pays membres du CMI qui sont impliqués dans la prise de décision ainsi que dans la mise en œuvre des dispositifs de promotion d'emploi et de la formation professionnelle.

L'atelier sera organisé en deux temps. La première journée de l'atelier accueillera une audience élargie (50-60 personnes) avec des sessions plénières générales portant sur l'enjeu, le contenu et l'utilisation du S&E pour orienter la décision politique.

Au cours du reste de l'atelier seront organisés des sessions techniques de travail en groupe auxquelles participeront environ 30 personnes identifiés en avance par la Banque mondiale et l'AfD. Ce groupe restreint sera composé de préférence des délégations de 2-3 personnes par programme ou pays, et notamment les représentants suivants:

- Responsable stratégique (p.ex. Directeur des programmes, chef de projet)
- Responsable technique (p.ex. Responsable suivi et évaluation d'un projet en cours)

Des représentants des partenaires financières et techniques (p.ex. Banque Mondiale, AFD, GIZ, BIT), qui travaillent en étroite collaboration avec la Banque Mondiale et les pays membres du CMI sur le S&E seront également invités à l'atelier.

LIEU ET DATE DE L'ATELIER

L'atelier aura lieu à Rabat (Maroc) du 25 au 27 janvier 2016 (lieu précis à confirmer).

4. BUDGET

Cet atelier est financé conjointement par le CMI, l'AFD et la Banque mondiale.

5. COMMUNICATION

Le CMI prendra en charge la communication de l'atelier :

- Annonce préalable de l'atelier (newsletter CMI, site web, Communauté de Pratiques sur l'Emploi et les Filets Sociaux) ;
- Prise en charge des contenus média (mini-dossiers pour les journalistes – *press briefs*, communiqués de presse);
- Communication des résultats, leçons et prochaines étapes de l'atelier à travers les blogs, vidéos, TV (à travers les partenariats avec France Médias Monde) ;
- Mise à disposition de la documentation de l'atelier sur le site web du CMI et à travers d'autres moyens de communications pertinents.

6. MÉTHODOLOGIE DE L'ATELIER

L'atelier est conçu comme un événement interactif qui cherche à adresser les besoins spécifiques des participants. C'est pour cela qu'il est proposé de l'encadrer par une phase consultative pour affiner le contenu de l'atelier et s'assurer de son pertinence, ainsi que par une phase d'accompagnement des participants après l'atelier à travers au minimum une rencontre virtuelle des participants et d'autres autorités publiques dans le cadre de la Communauté de Pratiques sur l'Emploi et les Filets Sociaux.

- a. **Phase de consultation et collecte d'informations** : En s'appuyant sur les responsables de projets de promotion d'emploi et de la formation professionnelle des partenaires financiers et techniques, cette phase vise à affiner le contenu de l'atelier en fonction des besoins spécifiques des participants.⁵ Il est envisagé de collecter certaines informations clés, notamment :
 - Les questions principales en termes de S&E, y compris les défis rencontrés.
 - Une brève fiche descriptive des programmes majeurs pour lesquels ils cherchent de l'assistance S&E
 - Des documents de projet et de S&E pour l'avis des experts (p.ex. cadre logique du programme, plan de S&E, etc.).
- b. **Méthodologie de l'atelier** : L'atelier sera guidé par un facilitateur et contiendra les types de sessions suivantes.
 - Sessions plénières : Pendant la première journée de l'atelier, il y aura des sessions ouvertes à un public élargi sous forme de discours et table ronde pour discuter les enjeux majeurs concernant le S&E des politiques publiques.
 - Présentations : Ces sessions vont fournir les concepts fondamentaux et les bonnes pratiques par rapport au suivi, l'évaluation, et l'évaluation d'impact.
 - Groupes de travail: Afin d'appliquer le contenu de l'atelier, les délégations participant à l'atelier seront assigné un expert pour travailler en groupe et mener des réflexions sur comment renforcer le S&E dans leur programme ou institution. Chaque groupe va présenter son plan d'action à la fin de l'atelier.

⁵ Les participants potentiels seront identifiés à travers les responsables de projet de la Banque Mondiale et l'AfD dans chaque pays concerné.

- i. *Option 1*: Basé sur l'information collectée dans la phase précédente, 4-5 études de cas seront sélectionnés en avance parmi les délégations candidates pour former les groupes de travail.⁶ Les autres participants pourront choisir librement à quelle groupe ils voudraient se joindre (généralement en fonction des similarités des programmes concernés).
 - ii. *Option 2*: Chaque délégation va former son propre groupe de travail.
 - Table ronde de discussion: Afin de promouvoir un vrai échange d'expériences entre les participants, et permettre une discussion plus informelle entre participants et intervenants, l'atelier inclura une session de discussion interactive.
 - Consultations d'experts: L'atelier va aussi donner une opportunité aux participants de recevoir des recommandations des experts sur des aspects concrets de leurs projets et programmes dans un cadre informel.
- c. **Suivi et accompagnement** : Au moins une rencontre virtuelle sera organisée après l'atelier dans le cadre de la Communauté de pratiques sur l'emploi et les filets sociaux, afin de promouvoir un dialogue continue parmi les participants et les experts ainsi qu'avec d'autres responsables publics. De plus, il est planifié de lier les participants aux experts et partenaires de développement de leurs pays afin d'identifier des opportunités d'assistance technique et de financement pour appuyer leurs efforts en termes de S&E.

8. DEROULEMENT DE L'ATELIER

L'atelier aura une durée de 3 jours. L'atelier sera tenu en langue française avec traduction en anglais. Ci-dessous l'agenda préliminaire de l'atelier.

| Journée 1 | Journée 2 | Journée 3 |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les dispositifs de promotion d'emploi et de formation professionnelle : Enjeux et stratégies • Vers des politiques publiques axées sur les résultats – Le rôle critique du Suivi-Evaluation (S&E) • Expérience d'évaluations au Maroc : Résultats et enseignements • Comment rendre les systèmes de S&E et les évaluations utiles? | <ul style="list-style-type: none"> • La chaîne de résultats (stratégie d'intervention du programme) • Les questions de suivi et évaluation et les différents types de S&E • Qu'est-ce qu'est évaluer l'impact d'un programme? • Sessions parallèles (p.ex. : choisir des indicateurs de performance, collecte de données, gestion de données, analyse coût-efficacité, etc.) • Identification de stratégie d'évaluation (travail en groupe) | <ul style="list-style-type: none"> • Table ronde de discussion et échange d'expériences • Rôles et responsabilités dans le S&E • Travail en groupe et questions et réponses avec les experts • Présentations des plans d'évaluation par les groupes de travail |

⁶ La sélection des études de cas devra assurer une représentativité des participants au niveau thématique (promotion d'emploi et formation professionnelle), et possiblement au niveau de la langue des participants (français et anglais).